

installations classées pour la protection de l'environnement

**Arrêté préfectoral DCPAT-BAE n°2026-33
mettant en demeure la société « Société Nouvelle des Gravières de Gouts »
située sur le territoire de la commune de Gouts (40400)
de respecter les prescriptions du Code de l'environnement**

Le préfet

VU le code de l'environnement et notamment son titre I^{er} du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment son article L.171-8 de son livre I^{er} ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret du 26 mars 2025 portant nomination de Monsieur Gilles CLAVREUL, préfet des Landes ;

VU l'arrêté préfectoral n°2025-52-SG du 09 septembre 2025 portant délégation de signature à Madame Stéphanie MONTEUIL, secrétaire générale de la préfecture des Landes ;

VU le récépissé de déclaration en date 06 mars 1980 dont bénéficie la société « Société Nouvelle des Gravières de Gouts » pour des installations de broyage-concassage sur le territoire de la commune de Gouts au lieu-dit « L'Amaniou » ;

VU le dossier de déclaration déposé en 2009 par la société « Société Nouvelle des Gravières de Gouts » concernant l'exploitation d'une station de transit de matériaux d'une surface 2,98 ha sur des terrains adjacents au site accueillant les installations de traitement ;

VU le courrier de la DREAL daté du 08 décembre 2016 qui précise que les installations de broyage-concassage ainsi que la station de transit associée sont soumises au régime de l'enregistrement sous les rubriques 2515-1-b et 2517-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'annonce par la société « Société Nouvelle des Gravières de Gouts » de l'arrêt définitif des installations notifié au préfet par Lettre RAR n°2C 176 318 4891 8 datée du 20 décembre 2024 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 28 novembre 2025 relatif à la visite d'inspection du 27 novembre 2025 ;

VU le projet d'arrêté préfectoral transmis à l'exploitant par courrier en date du 28 novembre 2025 ;

VU les observations sur le projet de prescriptions et les devis transmis pour la réalisation du mémoire de réhabilitation et des autres documents réglementaires relatifs à la procédure de cessation d'activité dans la réponse de l'exploitant en date du 16 décembre 2025 ;

CONSIDÉRANT que l'inspection du 27 novembre 2025, a mis en évidence que l'exploitant ne respecte pas l'ensemble de ses obligations réglementaires, à savoir le code de l'environnement et notamment ses articles :

- R512-39-1 relatif à la transmission de l'attestation de mise en sécurité du site ;
- R512-39-3 relatif à la transmission du mémoire de réhabilitation et de l'attestation de conformité des travaux.

CONSIDÉRANT que la société « Société Nouvelle des Gravières de Gouts » est tenue de respecter l'ensemble des prescriptions du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les conditions actuelles d'exploitation présentent un risque pour l'environnement ;

SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture des Landes ;

ARRÊTE :

Article 1 : Objet

La société « Société Nouvelle des Gravières de Gouts », détenue par la société Holding Roy dont le siège social est situé 780 Avenue des Petites Landes sur la commune de Pouydesseaux (40120), concernant l'exploitation d'une installation de broyage-concassage ainsi que d'une station de transit associée, sur le territoire de la commune de Gouts (40400), est mise en demeure, de respecter les prescriptions techniques notées ci-dessous, dans les délais suivants :

Code de l'environnement	Délais mise en conformité
Article R512-39-1 III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement. IV.-Le cas échéant, la notification prévue au I inclut la demande de report prévue à l'article R. 512-39.	1 mois
Article R512-39-3 I.- Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet, dans les six mois qui suivent l'arrêt définitif, un mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, compte tenu du ou des usages prévus pour les terrains concernés. Toutefois, ce délai peut être prolongé par le préfet pour tenir compte des circonstances particulières liées à la situation des installations concernées [...]	3 mois
Article R512-39-3 III.- Lorsque les travaux prescrits par le préfet ou, à défaut, définis dans le mémoire de réhabilitation sont réalisés, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine, la conformité des travaux aux objectifs prescrits par le préfet ou définis dans le mémoire de réhabilitation. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise, les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs, notamment les exigences attendues pour justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement [...]	3 mois

Le présent arrêté ne pourra être levé que lorsque les prescriptions susvisées du code de l'environnement et de l'arrêté précité, seront respectées.

Article 2 : Sanctions

En cas de non-respect des dispositions ci-dessus, le paiement d'une astreinte journalière ou l'exécution d'office des mesures prescrites pourra être ordonné à l'encontre de l'exploitant conformément au 1° et 2° du I de l'article L. 171-7 du code de l'environnement.

Article 3 : Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 4 : Publicité

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département des Landes pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 : Notification

Le présent arrêté est notifié à la société « Société Nouvelle des Gravières de Gouts », détenue par la société Holding Roy dont le siège social est situé 780 Avenue des Petites Landes sur la commune de Pouydesseaux (40120), concernant l'exploitation d'une installation de broyage-concassage ainsi que d'une station de transit associée, sur le territoire de la commune de Gouts (40400).

Article 6 : Exécution

La secrétaire générale de la préfecture des Landes, le sous-préfet de Dax, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Nouvelle-Aquitaine, le maire de Gouts, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Mont-de-Marsan, le **26 JAN. 2026**

Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale

Stéphanie MONTEUIL

Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Pau – cours Lyautey – 64 010 PAU CEDEX ; ou par voie électronique par l'intermédiaire de l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

1° Par le pétitionnaire ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Pour les décisions mentionnées à l'article R. 181-51, l'affichage et la publication mentionnent l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.